

l'ancien gouvernement quand il était au pouvoir. Il me semble que, malgré le désaveu du ministre aujourd'hui, c'est la seule qui soit juste et appropriée devant ce problème.

J'ai été étonné d'entendre le ministre déclarer qu'il avait constaté que les hauts fonctionnaires américains jugent la situation bien meilleure au Canada qu'aux États-Unis. Ce n'est pas la vérité bien sûr. Les données publiées par le Bureau fédéral de la statistique et les données américaines comparables démontrent que cette déclaration n'est pas juste et qu'elle est bien loin de l'être.

Le ministre a parlé de l'optimisme qu'il a vu aux États-Unis, et il l'a comparé au pessimisme qu'il voit dans notre pays, où il semble que les seules voix qu'écoulent le ministre et ses collègues soient celles des libéraux. Le ministre me semble nous annoncer une nouvelle campagne avec le slogan: «Sui-vons John». Cependant, il y a une différence cette fois; le «John» qu'on nous demanderait de suivre n'est pas à Ottawa mais à Washington. Je ne crois pas que les Canadiens prisent cette idée qu'il faut laisser les États-Unis régler leurs problèmes, et les nôtres disparaîtront du même coup. Comme le très honorable député l'a dit en 1955, les Canadiens veulent que leur gouvernement prennent des mesures, et ce, dès maintenant.

Le ministre a rappelé qu'il était question de modifications de la loi sur l'assurance-chômage dans le discours du trône. Ce dernier a été prononcé il y a près de six mois et c'est autour de cette date, sinon avant, que le comité consultatif de l'assurance-chômage a présenté son rapport. De toute façon, le gouvernement était certes au courant du problème lorsqu'il a inclus cette déclaration dans le discours du trône. On avait modifié sensiblement l'application de la loi, au désavantage de milliers de Canadiens qui désirent travailler comme menuisiers ou occuper d'autres genres d'emplois à temps irrégulier. Ces personnes veulent suivre les conseils du ministre, qui leur dit: «Faites-le dès maintenant». Ayant acheté des timbres et ayant accepté l'offre d'emploi, elles se croyaient assurées, mais elles ont constaté par la suite qu'elles n'avaient pas droit aux prestations à cause de cette interprétation rigoureuse. Je dis que le ministre aurait dû proposer des modifications à la loi quand cette décision a été prise.

L'hon. M. Pearson: Elles ne sont pas encore prêtes.

L'hon. M. Pickersgill: Elles ne sont pas encore prêtes; je doute même qu'on ait rédigé un seul mot du premier avant-projet de loi. Bien sûr, le gouvernement ne sait pas quand cette mesure sera présentée, comme le ministre des Finances (M. Fleming) ne sait

[L'hon. M. Pickersgill.]

pas ce qu'il va mettre dans son budget. Peut-être n'arriveront-ils pas à se décider tant que les élections partielles n'auront pas eu lieu.

Le ministre a parlé des 23 mesures que le gouvernement a présentées cette année. Il a affirmé une chose qui ne cadre pas avec le hasard—c'est peut-être la meilleure façon de le dire—au sujet de l'attitude de notre parti vis-à-vis de ces mesures. De fait, nous avons surpris et dérangé le gouvernement en omettant le débat sur l'Adresse, afin de pouvoir passer aux mesures législatives du gouvernement. Dans la plupart des cas, nous nous sommes contentés de prononcer un ou deux discours sur ces projets de loi, afin qu'ils soient adoptés et qu'on puisse les mettre à l'épreuve. Nous n'en espérons pas grand chose dans certains cas, mais nous avons dit: Donnons-leur une chance. Qu'ont fait les députés ministériels de la Chambre? Ils ont discoursé sans arrêt, comme ils l'ont fait samedi après-midi, vantant les mérites du ministre et nous disant quelle chance nous avions d'avoir John à la tête du gouvernement. Ils ont retardé l'adoption de leurs propres lois. Pourquoi? Parce que les mesures législatives du gouvernement ne sont pas encore prêtes. Pendant six semaines, il n'y a rien eu au *Feuilleton* en dehors des affaires courantes. Nous sommes censés nous dépêcher à en finir avec la session. On nous demande d'étudier des crédits toute la semaine parce que le gouvernement n'arrive pas à décider quoi faire au sujet de la loi sur l'assurance-Chômage ou de toute autre mesure importante dont la Chambre devrait être saisie.

L'hon. M. Nowlan: Il n'y a rien de vrai là-dedans.

L'hon. M. Pickersgill: Peut-être me ferais-je comprendre du ministre du Revenu national (M. Nowlan) si je lui disais que le gouvernement devrait passer à l'action ou... Le ministre connaît le reste. Où est cette question? Où est cette nouvelle vision d'un nouveau Canada qui a été évoquée à London tandis qu'on nous demandait de nous occuper des affaires de la nation et que le chef du gouvernement était là-bas à faire de la politique.

Des voix: Honte!

L'hon. M. Pickersgill: L'honorable député soutient-il que c'était honteux? C'était passablement honteux de la part du premier ministre d'agir ainsi.

M. Lambert: Ce que vous dites est honteux.

L'hon. M. Pickersgill: C'était passablement honteux de la part du premier ministre d'agir ainsi. Il est le chef du gouvernement et il a insisté pour que les autres députés soient ici. Où était-il? Il faisait de la politique, il